

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 414

[C - 98/29071]

**27 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 83 et 111, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 17 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 17 mars 1997;

Vu le protocole du 8 septembre 1997 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 26 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 octobre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale :

« Article 20bis. S'il est fait usage de la possibilité prévue par l'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le pouvoir organisateur ou les pouvoirs organisateurs concernés convertissent les emplois auxquels ils renoncent en périodes organiques, selon les modalités suivantes :

1° emploi de directeur : un temps plein équivaut à 1 200 périodes B par année civile;

2° emploi d'éducateur économe : un temps plein équivaut à 900 périodes B par année civile. La conversion peut également porter sur un mi-temps ou un quart-temps. »

**Art. 2.** L'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur qui, dans un de ses établissements, renonce à l'engagement d'un sous-directeur obtient, en compensation, un supplément de dotation de périodes à concurrence de 500 périodes B par mi-temps et par année civile. »

**Art. 3.** L'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur qui, dans un de ses établissements, renonce à l'engagement d'un chef d'atelier obtient, en compensation, un supplément de dotation de périodes à concurrence de 250 périodes B par quart-temps et par année civile. »

**Art. 4.** L'article 24 du même arrêté, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur qui, dans un de ses établissements, renonce à l'engagement d'un(e) secrétaire de direction obtient, en compensation, un supplément de dotation de périodes à concurrence de 450 périodes B par mi-temps et par année civile. »

**Art. 5.** L'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur qui, dans un de ses établissements, renonce à l'engagement d'un surveillant-éducateur, d'un rédacteur ou d'un commis-dactylographe obtient, en compensation, un supplément de dotation de périodes à concurrence de 400 périodes B par mi-temps et par année civile. »

**Art. 6.** L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. § 1<sup>er</sup>. La fixation du nombre des emplois visés aux articles 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 s'effectue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année civile.

§ 2. Un emploi supplémentaire est accordé lorsque les seuils de périodes-élèves visés aux articles 22, 23, 24 et 25 ont été atteints lors de l'antépénultième et de l'avant-dernière année civile.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un emploi supplémentaire est accordé à l'établissement qui, au cours de l'avant-dernière année civile, s'est situé à plus de 10 % au-dessus du seuil concerné.

§ 3. Un emploi est supprimé lorsque les seuils de périodes-élèves visés aux articles 22, 23, 24 et 25 n'ont pas été atteints lors de l'antépénultième et de l'avant dernière année civile.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un emploi est supprimé à l'établissement qui, au cours de l'avant-dernière année civile, s'est situé plus de 10 % sous le seuil concerné.

§ 4. Pour l'application du § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, tout dépassement des seuils visés aux articles 22 à 25 en 1995 est présumé avoir entraîné l'octroi d'un emploi supplémentaire correspondant en 1997. »

**Art. 7.** L'article 27 du même arrêté, abrogé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 février 1993, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 27. En cas de fusion conformément à l'article 96bis du décret du 16 avril 1991 précité, il est créé, en cadre d'extinction, un nombre d'emplois de directeurs adjoints et d'éducateurs économes adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de directeurs et d'éducateurs économes nommés ou engagés à titre définitif dans les établissements autonomes préexistants à la fusion.

Sans préjudice des règles applicables en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les membres du personnel définitif qui, en application des modalités de fusion, n'occuperont plus les emplois de directeur et d'éducateur économe de l'établissement fusionné, sont rappelés à l'activité dans les emplois de directeur adjoint et d'éducateur économe adjoint visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Chaque emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> disparaît au départ de son premier titulaire.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit l'extinction de chacun des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et pendant deux années civiles consécutives le pouvoir organisateur concerné bénéficie d'un supplément de dotation de périodes égal à 1 200 périodes B par emploi de directeur adjoint et à 900 périodes B par emploi d'éducateur économe adjoint.

Lorsque la fusion n'entraîne pas de cadre d'extinction pour un des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur concerné bénéficie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la fusion et pendant deux années civiles consécutives, d'un supplément de dotation de périodes égal à 1 200 périodes B par emploi de directeur supprimé et à 900 périodes B par emploi d'éducateur économe supprimé. »

**Art. 8.** Un article 30bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 30bis. Sans préjudice des articles 20 à 25, des emplois de surveillant-éducateur, de sous-directeur, de chef d'atelier, de commis dactylographe ou de secrétaire de direction peuvent être créés ou maintenus si l'établissement convertit à cette fin, par année civile :

1° 500 périodes B par mi-temps de sous-directeur;

2° 250 périodes B par quart-temps de chef d'atelier;

3° 450 périodes B par mi-temps de secrétaire de direction;

4° 400 périodes B par mi-temps de surveillant-éducateur, rédacteur ou commis dactylographe. »

**Art. 9.** Pour l'application des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5 et 8, les prestations à temps partiel sont fixées selon les modalités suivantes :

1° les prestations à mi-temps sont réparties sur trois jours par semaine au maximum;

2° les prestations à trois-quart-temps sont réparties sur quatre jours par semaine au maximum;

A la demande du membre du personnel concerné, les chefs des établissements de promotion sociale de la Communauté française et les pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné peuvent déroger aux dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 11.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 414

[C - 98/29071]

**27 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op de artikelen 83 en 111, § 1, gewijzigd bij het decreet d.d. 17 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het Onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 februari 1993 en bij besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993 en 17 maart 1997;

Gelet op het protocol d.d. 8 september 1997 van het Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale diensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 26 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juli 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 september 1997 over de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van een maand moet worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 15 oktober 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Een artikel *20bis* dat luidt zoals volgt, wordt ingelast in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie :

« Artikel *20bis*. Indien de mogelijkheid bepaald in artikel 111, § 1, lid 2 van het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie benut, zet(ten) de inrichtende macht(en) de betrekkingen waarvan zij afzien, in organieke lestijden om, overeenkomstig onderstaande voorwaarden :

1° betrekking van directeur : een voltijdse is gelijk aan 1 200 lestijden B per kalenderjaar;

2° betrekking van opvoeder-huismeester : een voltijdse is gelijk aan 900 lestijden B per kalenderjaar. De omzetting kan ook betrekking hebben op iemand die halftijds werkt of een vierde van zijn werktijd presteert. »

**Art. 2.** Artikel 22 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 februari 1993 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De inrichtende macht die in één van haar inrichtingen van de werving van een onderdirecteur afziet, verkrijgt, als compensatie, een bijkomende lestijndotatie ten belope van 500 lestijden B per leerkracht die halftijds werkt en per kalenderjaar. »

**Art. 3.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 februari 1993, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De inrichtende macht die één van haar inrichtingen van de werving van een werkmeester afziet, verkrijgt als compensatie, een bijkomende lestijndotatie ten belope van 250 lestijden B per leerkracht die een vierde van zijn werktijd presteert en per kalenderjaar. »

**Art. 4.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De inrichtende macht die in een van haar inrichtingen van de werving van een directiesecretaris(taressen) afziet, verkrijgt als compensatie een bijkomende lestijndotatie ten belope van 450 lestijden B per persoon die halftijds presteert en per kalenderjaar. »

**Art. 5.** Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 februari 1993, wordt aangevuld met het volgende lid : « De inrichtende macht die in een van haar inrichtingen van de werving afziet van een studiemeester-opvoeder, een opsteller of een klerk-typist(e), verkrijgt als compensatie een bijkomende lestijndotatie ten belope van 400 lestijden B per persoon die halftijds werkt en per kalenderjaar. »

**Art. 6.** Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 17 maart 1997 wordt door de volgende bepaling gewijzigd :

« Artikel 26, § 1. Het vastleggen van het aantal betrekkingen, bedoeld in de artikelen 19, 20, 21, 22, 23, 24 en 25 gebeurt op 1 januari van elk kalenderjaar.

§ 2. Een bijkomende betrekking wordt toegekend wanneer de drempels van lestijden-leerlingen, bedoeld in de artikelen 22, 23, 24 en 25 bereikt werden tijdens het op twee na laatste en het voorlaatste kalenderjaar.

In afwijking van lid 1 wordt een bijkomende betrekking aan de inrichting die tijdens het voorlaatste kalenderjaar op meer dan 10 % boven de betrokken drempel lag, toegekend.

§ 3. Een betrekking wordt afgeschaft wanneer de in de artikelen 22, 23, 24 en 25 bedoelde drempels lestijden-leerlingen niet bereikt werden tijdens het op twee na laatste en het voorlaatste kalenderjaar.

In afwijking van lid 1 wordt een betrekking in de inrichting die in de loop van het op twee na laatste kalenderjaar op meer dan 10 % beneden de betrokken drempel lag, afgeschaft.

§ 4. Voor de toepassing van § 2, lid 1 wordt geacht dat elk overschrijden van de in de artikelen 22 t/m 25 bedoelde drempels in 1995 de toekenning van een bijkomende overeenstemmende betrekking tot gevolg heeft gehad. »

**Art. 7.** Artikel 27 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 februari 1993, wordt hersteld maar luidt als volgt :

« Artikel 27. Bij fusie overeenkomstig artikel 96 bis van voormeld decreet d.d. 16 april 1991 wordt in een uitdovingsformatie, een aantal betrekkingen van adj. directeur en adj. opvoeder-huismeester opgericht dat overeenstemt met het aantal overtollige betrekkingen van vast benoemde of in vast verband aangeworven directeurs en opvoeders-huismeesters die fungeerden in de inrichtingen die vóór de fusie bestonden.

Onverminderd de regels die van toepassing zijn inzake de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en wederaanstelling, worden de vast benoemde personeelsleden die bij toepassing van de samenvoegingsvoorwaarden de betrekkingen van directeur en opvoeder-huismeester niet meer zullen bekleden, in actieve dienst teruggeroepen in de in lid 1 bedoelde betrekkingen van adj. directeur en adj. opvoeder-huismeester.

Elke in lid 1 bedoelde betrekking verdwijnt zodra de eerste titularis vertrekt.

Vanaf 1 januari volgende op de uitdoving van elke in lid 1 bedoelde betrekkingen en tijdens twee opeenvolgende kalenderjaren geniet de betrokken inrichtende macht een bijkomende lestijndotatie gelijk aan 1 200 lestijden B per betrekking van adj. directeur en aan 900 lestijden B per betrekking van adj. opvoeder-huismeester.

Wanneer de fusie geen uitdovingsformatie tot gevolg heeft voor een van de in lid 1 bedoelde betrekkingen geniet de betrokken inrichtende macht vanaf 1 januari volgende op de fusie en tijdens twee opeenvolgende kalenderjaren het voordeel van een bijkomende lestijndotatie gelijk aan 1 200 lestijden B per afgeschafte betrekking van directeur en aan 900 lestijden B per afgeschafte betrekking van opvoeder-huismeester. »

**Art. 8.** Een artikel *30bis*, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel *30bis*. Onverminderd de artikelen 20 t/m 25 kunnen betrekkingen van studiemeester-opvoeder, onderdirecteur, werkmeester, klerk-typist(e) of directiesecretaris opgericht of gehandhaafd worden indien de inrichting te dien einde per kalenderjaar omzet :

1° 500 lestijden B per halftijds tewerkgestelde onderdirecteur;

2° 250 lestijden B per betrekking van werkmeester die een vierde van zijn tijd presteert;

3° 450 lestijden B per directiesecretaris(taresse) die halftijds presteert;

4° 400 lestijden B per studiemeester-opvoeder, opsteller of klerk-typist(e) die halftijds presteert. »

**Art. 9.** Voor de toepassing van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 8 worden de deeltijdse prestaties overeenkomstig de volgende voorwaarden vastgesteld :

1° de halftijdse prestaties worden over hoogstens drie dagen per week verspreid;

2° De prestaties van degenen die drie vierde van hun tijd werken worden over hoogstens vier dagen per week verspreid.

Op verzoek van het betrokken personeelslid mogen de hoofden van inrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs van de in lid 1, 1° en 2° vermeld bepalingen afwijken.

**Art. 10.** Dit besluit treedt op 1 januari 1998 in werking.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 415

[C - 98/27064]

#### 18 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le budget de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire pour l'année 1996

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et les lois modificatives;

Vu les articles 148 à 165 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et plus particulièrement l'article 158;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1996 du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le budget de fonctionnement de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire s'élève à FB 2 700 000 pour l'année 1996.

**Art. 2.** Le montant prévu à l'article 1<sup>er</sup> couvre l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, en ce compris les dépenses de ses différentes sections et de tous groupes de travail qu'elle crée.

**Art. 3.** Les dépenses de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire sont liquidées par le Ministère de la Région wallonne sur l'article 12.02.01 de la section 15, programme 15.01, titre I<sup>er</sup>, du budget régional des dépenses.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

### ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 415

[C - 98/27064]

#### 18. DEZEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festsetzung des Haushaltes des Regionalausschusses für Raumordnung für das Jahr 1996

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, und der Gesetze zu dessen Abänderung;